

Contre la réforme des rythmes scolaires pour une école émancipatrice tous en grève le jeudi 28 mars

La lutte des enseignants du premier degré contre le décret réformant les rythmes scolaires a commencé avec la première grève, le 18 décembre, dans le nord des Hauts de Seine. Elle a abouti à la journée du 12 février, une grève suivie par plus de 60 % des collègues dans le pays et plus de 80 % dans le nord 92.

Ce mouvement de lutte se poursuit. Une nouvelle étape aura lieu avec la deuxième journée de grève nationale le jeudi 28 mars. Le gouvernement et les municipalités engagées dans le passage en force rivalisent de fébrilité. Tout est bon, pour attaquer, insulter les enseignants, déformer la réalité, instrumentaliser les médias ; mais on sent que la machine se grippe de plus en plus.

Les grévistes réunis en assemblée générale le jeudi 28 février appellent tous leurs collègues à participer activement à la grève et à discuter autour d'eux pour convaincre.

Nos revendications n'ont pas changé. Supprimer une demi-heure de classe tous les jours ne favorise pas les apprentissages pas plus qu'ajouter une demi-journée le mercredi ou le samedi matin. Cette réforme ne vise en aucun cas à une amélioration. Elle allonge le temps et détériore les conditions de travail des enfants comme des enseignants ; elle est un instrument de division des personnels ; elle désengage l'Etat à la charge des communes, ce qui aggrave les inégalités ; elle a pour but de nous obliger à appliquer sans discuter la logique du socle commun ; enfin, elle s'attaque au statut de la fonction publique. Nous refusons de travailler plus pour gagner moins, nous voulons lutter plus pour gagner plus.

Le décret et le projet de loi d'orientation, discuté en ce moment au Parlement, procèdent de la même logique. Ils confirment et renforcent l'école du socle et multiplient les mesures visant à territorialiser l'école, à briser le cadre national. Nous nous élevons aussi contre le rideau de fumée que fabrique la propagande ministérielle en matière de moyens. Non, il n'y aura pas 60 000 postes en plus, ni à la rentrée 2013, ni même à la fin de la législature. Le premier degré bénéficiera au mieux, si la politique des dirigeants grecs ne déteint pas tout à fait sur celle des nôtres, de 14 000 postes en 5 ans, dont 4 000 simplement pour panser les plaies causées par les années à réduire le nombre de fonctionnaires. Cela ne nous ramènera même pas au niveau de la rentrée 2011 !!!

Pas de moyen en plus, pas de mesure qui interroge l'Ecole, le système, celui qui est responsable de l'échec scolaire. Pas de mesure visant à augmenter réellement les moyens ! Rien qui change durablement les conditions d'étude des élèves ni nos conditions de travail ! Rien qui remette en cause les sacro-saints préceptes anti-pédagogiques que la hiérarchie veut nous imposer depuis des années !

Ce n'est pas ce que nous voulons. Pour changer l'école, il faut d'abord étouffer dans l'œuf les tentatives de ceux qui, sous des prétextes fallacieux, veulent surtout que rien ne change.

Comme l'a écrit Tristan Tzara : « On ne peut pas construire si on ne détruit pas auparavant ce qui existe. »

C'est pourquoi nous appelons tous les collègues à participer activement à la nouvelle journée de grève nationale, à l'appel de la CGT, de SUD, de FO et de la CNT :

le jeudi 28 mars 2013

afin d'obtenir le retrait du décret et du projet de loi, ainsi qu'un nombre de créations de postes qui dépasse largement le symbole.

Retrouvons-nous en assemblée générale du nord 92 jeudi 28 à partir de 9 h 00 à l'Espace des Grésillons à Gennevilliers.

(métro Gabriel Péri, ligne 13)

l'Assemblée Générale des personnels enseignants grévistes avec le soutien des syndicats CGT Educ'Action, SUD Education